

**Union européenne - Education -
Réponse de Mme Muriel Pénicaud,
ministre du travail, à une question
au gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 13 mars 2018)

Question sur l'Erasmus de l'apprentissage

Madame la Députée,

Oui, qui peut accepter que les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville connaissent un taux de chômage deux fois et demi supérieur à celui des jeunes qui habitent ailleurs en France et qui ont le même niveau de qualification ou d'expérience ? Qui peut tolérer que l'apprentissage soit beaucoup moins développé dans ces quartiers que dans le reste de la France ? Et pourtant, c'est une réalité : dans ces quartiers où quatre habitants sur dix ont moins de vingt-cinq ans, les infrastructures de formation sont moins développées qu'ailleurs, tant en matière d'apprentissage que de formation continue.

Alors, oui, il faut agir sur plusieurs fronts. Le premier, à travers le Plan d'investissement compétences et la contractualisation en cours avec les régions, sera de flécher ces jeunes et ces quartiers parmi le million de jeunes sera formé dans les cinq ans qui viennent.

Oui, il faut également agir sur l'accès à l'apprentissage que nous devons renforcer dans les quartiers dans le cadre de la réforme de l'apprentissage.

Et puis il y a Erasmus pro. Car si les jeunes de ces quartiers y sont aujourd'hui assignés à résidence - l'idée même d'en sortir est parfois difficile à concevoir -, que dire de l'accès à l'Europe ?

Dans le cadre de la réforme de l'apprentissage, nous voulons développer fortement Erasmus pro. Aujourd'hui, seulement 6.800 apprentis peuvent en effet suivre une partie de leur formation dans un autre Etat membre de l'Union européenne, et ce pour quelques semaines seulement, alors que 43.000 étudiants ont accès au programme Erasmus.

Demain, nous voulons que 15.000 jeunes puissent aller passer quatre ou six mois dans un autre pays européen pour y suivre une formation reconnue et qualifiante. Pour cela, un certain nombre de mesures législatives ont déjà été votées en matière de droit du travail, notamment dans le cadre de la loi sur le renforcement du dialogue social.

D'autres dispositions seront prises dans le cadre de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel. L'enjeu, pour ces jeunes, est précisément la liberté de choisir leur avenir professionnel et de pouvoir repousser les frontières, celles de leurs quartiers comme celles de l'Europe pour pouvoir choisir leur avenir. C'est ce que nous ferons ensemble, et je m'en réjouis./.

(Site Internet de l'Assemblée nationale)